



FORMULAIRE 4.5



**FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)  
RAPPORT DE FIN DU PROJET**

**PAYS: BURUNDI  
PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 2011-2014**

**Intitulé du Programme & Numéro du Projet**

Intitulé du Programme: "Consolidation de la paix à travers l'appui à la réintégration socio-économique durable faveur des personnes affectées par le conflit".  
Numéro du Programme (*le cas échéant*) 00079938  
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):<sup>1</sup> PBF/BDI/A-9

**Entités participantes de l'ONU**

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: PNUD-FAO-HCR-ONU-FEMMES-UNFPA-BIT

**Partenaires d'exécution**

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales:  
Gouvernement : Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre ; Ministère de l'Agriculture et de l'élevage, Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture ; Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation ; Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme ; Ministère de l'Intérieur , Banque Centrale

Autres partenaires : CNTB, BMCM, ABAVANDIMWE, CACERISE, PARESI, DPAE, Centre Formation Rurale (CFR), SRDI, BIT, FAO, ONU FEMMES, PNUD, UNFPA, UNHCR, CAFOB, Jumelage Jeunesse Burundi, ITC/ILO, CECM, FENACOB, COSPEC, ITEKA MICROFINANCE, WISE, DUKUZE MICROFINANCE

**Budget du Programme/Project (en dollars US)**

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)  
**US\$ 10,000,000.00 dont US\$ 800,000.00 provenant du solde des projets PBF de la**

**Durée du Programme**

Durée totale (*en mois*) 30 mois  
Date de démarrage<sup>2</sup>  
(*jour/mois/année*) 23 septembre 2011

<sup>1</sup> Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

|   |  |
|---|--|
| <b>1ère phase</b>   |  |
| Contribution gouvernementale<br><i>(le cas échéant)</i>     |  |
| -   | <b>550,000,000 BIF (+/-<br/>340,000 USD)</b> |
| Autres contributions<br><i>(donateurs) (le cas échéant)</i> |  |
|   | <b>1,800,934\$</b>                           |
| <b>TOTAL:</b>   | <b>9,928,947</b>                             |

Date de fin prévue à l'origine<sup>3</sup> 31 septembre  
*((jour/mois/année))* 2014

Date de fin actuelle<sup>4</sup>  
*((jour/mois/année))* 31 Mars 2014

|  |   |
|--|---|
| <b>Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours</b>                                     |   |
| Évaluation du rapport à mi-parcours - <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i> |   |
| <input checked="" type="checkbox"/> Oui  | <input type="checkbox"/> Non Date: Du 28-30/08/2013 |
| Évaluation finale – <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i>                   |   |
| <input checked="" type="checkbox"/> Oui  | <input type="checkbox"/> Non Date: 1er /02/2014     |

### Rapport soumis par

Nom: Groupe Intégré de Suivi-Evaluation du SNU (GISE)

Titre: Susanna Campbell  
 Organisation participante (principale): Graduate Institute of International and Development Studies, Geneva  
 Courriel: susanna.campbell@graduateinstitute.ch

<sup>2</sup> La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

<sup>3</sup> Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

<sup>4</sup> S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

## PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

### 1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet a contribué:

|  |
|--|
| <i>Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué.</i>   |
| <i>Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué.</i> |

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: conforme au plan

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

#### **Description du résultat 1:**

La coordination nationale est renforcée ; les structures décentralisées ont les capacités nécessaire pour conduire une planification locale participative, améliorer la gestion foncière, assurer la cohésion communautaire pour fournir des services de qualité.

Produit 1.1: La structure de coordination (Groupe sectoriel Relevement communautaire, Rapatriement et Reintégration) est renforcée en matériel, supervision et suivi, capacité technique et formation

Produit 1.2 : Les structures décentralisées, provinciales et communales sont renforcées pour répondre aux besoins de réintégration socio-économique des populations affectées par le conflit et le relèvement communautaire

Produit 1.3 : Les Groupes réintégrés vivent progressivement en harmonie avec les communautés d'accueil en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan

|   |  |
|---|--|
| Indicateur 1:<br><br>% (M/F) du personnel du MSNDPHG et Points focaux en réintégration formés en matière de planification participative et existence d'une base de données fonctionnelle sur les RDExC. | Niveau de référence:<br>- Existence d'un secrétariat de la coordination du Groupe sectoriel en charge de la réintégration, 5 ministères impliqués ainsi que 3 comités provinciaux de développement (CPD) et 22 comités communaux de développement communautaire (CCDC);<br>- Données sur la réintégration éparpillées chez les différents intervenants<br><br>Cible: Capacités opérationnelles et de coordination au niveau central, provincial et communal renforcées pour répondre aux |
|---|--|

|   |  |
|---|--|
| <p>Indicateur 2:<br/> Nombre de conflits résolus par la CNTB et les structures locales (Bashingantahe) et existence d'une base de données exhaustive sur les Personnes Déplacées Internes (PDI) du pays..</p> <p>Indicateur 3:<br/> Nombre de services communautaires exécutés ensemble et cogéré par la population d'accueil et les RDExC.</p> | <p>besoins de la réintégration.</p> <p>État d'avancement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 69 personnes formés en planification et budgétisation sensible au genre. Les bénéficiaires ont contribué à la prise en compte du genre dans 16 plans de développement locaux révisés.</li> <li>- Les 3 niveaux de coordination (Secrétariat à la coordination, CPD et CCDC) ont participé activement à la mise en œuvre et au suivi des activités du programme.</li> <li>- Un Groupe technique de travail sur la réintégration (GTTPR) au niveau provincial a été institué pour la poursuite des questions de transition et réintégration des RDExC.</li> <li>- Base de données mise en place, administrateur de la base, de données formé, modules des utilisateurs et d'outils pour la collecte des données élaborés.</li> </ul> <p>Niveau de référence: Un nombre important de litiges dont la majorité se rapporte aux conflits fonciers et absence de données quantitatives sur la situation de PDI.</p> <p>Cible: Nombre de conflits résolus par la CNTB et les structures locales et production d'un rapport sur le profilage des PDI pour améliorer leur condition de vie.</p> <p>État d'avancement: 7,269 nouveaux cas de litiges fonciers enregistrés, 3,515 cas résolus dont 2,012 à l'amiable, 830 sur décision et 673 orientés vers les tribunaux. Rapport sur le profilage des PDI disponible.</p> <p>Niveau de référence: Faible communication autour des initiatives de réintégration et des objectifs de la consolidation de la paix.</p> <p>Cible: La communication et la visibilité des réalisations pour la réintégration sont renforcées.</p> <p>État d'avancement: Mise en place des 22 clubs de paix au niveau communautaire dans chaque commune, plus de 572 jeunes RDExC ont participé à 3 caravanes mobiles</p> |
|---|--|

|  |   |
|--|---|
|  | <p>d'animation communautaire, 22<br/>compétitions culturelles communales et 3<br/>compétitions provinciales</p> <p>Appropriation des objectifs du micro projet<br/>d'animation socioculturelle par<br/>l'administration locale (22 Conseillers<br/>communaux, 3 Conseillers des<br/>Gouverneurs et 44 représentants des<br/>jeunes)</p> |
|--|---|

### État d'avancement des produits

*Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 caractères maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

Structures renforcées d'amont en aval pour une meilleure coordination, suivi et pérennisation des activités de réintégration : ministère de tutelle, Secrétariat de coordination du GSRRC , renforcement des 3 Comités Provinciaux de Développement et de 22 Comités Communaux de Développement Communautaires, mise en place de 3 Groupes Techniques de Travail provinciaux pour la villagisation ainsi que la mise à disposition du matériel informatique, des mobiliers de bureaux et des moyens de déplacement. Les CCDC mis en place dans le cadre du suivi des Plan Communal de Développement Communautaire participent à l'identification des choix des micros projets à exécuter dans le cadre du programme. Mise en place d'une base de données dynamique sur la réintégration avec une formation de l'administrateur de cette base de données. En aval, les structures de coordination provinciales et communales ont été renforcées pour une meilleure appropriation et pérennisation des résultats.

### État d'avancement du résultat

*Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 caractères maximum)?*

Les interventions du programme ont renforcé en amont, les capacités de coordination du ministère ayant la réintégration dans ses attributions, notamment à travers un appui technique et matériel au secrétariat de coordination du GSRRC, la mise en place d'une base de données dynamique et fonctionnelle comme instrument des politiques et programmation pour la gestion de la stratégie nationale de réintégration, ainsi que la formation de l'administrateur de cette base de données. En aval, les structures de coordination provinciales et communales ont été renforcées pour une meilleure appropriation et pérennisation des résultats par l'administration locale. Au niveau communautaire, plus de 4.528 ménages cohabitent pacifiquement malgré leur diversité (rapatriés, ex-combattant, personnes déplacées internes et personnes vulnérables de la communauté d'accueil) grâce aux séances de sensibilisation bonifiées à travers les activités de reconstruction communautaire (aménagement des pistes, adduction d'eau potable, marchés, habitat décent, centres pour jeunes et centre d'enseignement aux métiers). L'implication des groupes cible ainsi que des communautés dans les discussions sur les thèmes liés à la cohésion sociale et à la cohabitation pacifique et aux droits de la personne humaine, a été une occasion pour les activités socioculturelles de sensibiliser la population sur la nécessité de contribuer, chacun à son niveau, à la coexistence pacifique. L'appui apporté apporté à la Commission Nationale des Terres et autres Biens

(CNTB) a permis d'enregistrer 7 269 nouveaux cas et d'en résoudre 3515 dont 2012 résolus à l'amiable, 830 sur décision et 673 orientés vers les tribunaux. L'opération de profilage cofinancée avec le Norwegian Refugee Council (NRC), UNFPA et Banque Mondiale a abouti à déterminer un effectif de 78,796 personnes déplacées internes vivant sur 120 sites à travers le pays. Le rapport sur le profilage permettra d'élaborer une stratégie de solution durable aux PDI.

Les capacités de 69 participants dont 33 femmes issus de différents ministères, de l'Université du Burundi, de la société civile et des communautés locales ont été renforcées en planification et budgétisation sensible au genre. Sur les 69 bénéficiaires, 30 dont 16 femmes ont suivi la formation des formateurs à Turin (Académie Genre, du 11 au 22/11/2013) sur la prise en compte du genre dans la planification et la budgétisation. 20% des participants sont des CCDCs et CPDs. Ces formateurs ont à leur tour formé les autres collègues, une façon de valoriser les ressources locales et responsabiliser les acteurs locaux pour la pérennisation des acquis du projet.

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 caractères maximum)?*

Le retard de déménagement du Ministère vers d'autres locaux a eu un effet de retard sur l'appropriation effective des résultats du projet, et a surtout retardé l'installation du serveur pour la base de données et un accompagnement en gestion et l'alimentation de la base de données sur la réintégration sur une plus longue durée et nécessaire pour avoir des résultats durables. Cependant, un consultant a été recruté pour mettre en place la base de données, former les utilisateurs et gestionnaires et assurer un accompagnement du Ministère pour une année. Par ailleurs, une sous-estimation du budget de mise en place de la base de données pour la réintégration s'est fait remarquer. Une mobilisation des ressources additionnelles s'impose.

**Description du résultat 2:** Les communautés, y-compris les RDExC et autres vulnérables, ont un accès équitable aux services sociaux de base et au logement et participent effectivement à la gestion des services sociaux de base.

Produit 2.1 : L'accès aux services sociaux de base est assuré pour les RDExC et autres groupes vulnérables (soins de santé primaire accessibles, eaux, hygiène et assainissement effectif, scolarisation accessible et fonctionnelle dans les communautés d'accueil)

Produit 2.2 : Un logement durable et de qualité est garanti aux RDExC et autres groupes vulnérables

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan et avec contribution importante à

|   |   |
|---|---|
| <p>Indicateur 1:</p> <p>- Nombre de structures d'hygiène et assainissement réhabilitées</p> | <p>Niveau de référence:</p> <p>- Longue distance à parcourir pour accéder à l'eau potable.</p> <p>- Insuffisance de sources d'eau potable ;</p> |
|---|---|

|   |  |
|---|--|
| <p>- Nombre de kms de réseau d'eau réapprovisionnés<br/>- Nombre d'ouvrages de réseau d'eau construits</p> <p>Indicateur 2:<br/>Nombre de maisons construites &amp; occupées par des RDExC</p> <p>Indicateur 3:</p> | <p>- Faible taux d'accès à l'eau potable.</p> <p>Cible: Extension du réseau d'adduction d'eau potable existant, captage de 100 sources d'eau, réhabilitation de 30 bornes fontaines et mise en place des comités de gestion ;<br/>État d'avancement:<br/>- 23 km du réseau d'adduction d'eau potable réhabilités<br/>- 100 sources d'eau captées ;<br/>- 4 réservoirs aménagés<br/>- 27 bornes fontaines sont fonctionnelles<br/>- 161 comités de gestion de l'eau mis en place et leurs membres formés ;<br/>- 41.507 ménages ont accès à l'eau potable.-</p> <p>Niveau de référence: -<br/>Cible:<br/>-1,000 maisons autoconstruites pour les rapatriés<br/>- 405 maisons construites en briques stabilisées pour les RDExC à Bubanza, Bujumbra Rural et Cibitoke</p> <p>État d'avancement:<br/>- 1.000 maisons autoconstruites pour rapatriés<br/>- 125 maisons en briques stabilisées finalisées et attribuées aux bénéficiaires (50 à Isale et 75 à Cibitoke);<br/>- 83 maisons finalisées et non encore attribuées (70 à Bubanza et 13 à Mutimbuzi)<br/>- 197 maisons toujours en cours de construction.</p> <p>Niveau de référence: -<br/>Cible:<br/>État d'avancement:</p> |
|---|--|

### État d'avancement des produits

*Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 caractères maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

L'accès aux services sociaux de base a été amélioré grâce aux interventions du programme. 3,328 emplois temporaires dont 1,805 femmes ont été créés permettant au groupe cible de participer à la reconstruction communautaire (adduction d'eau potable, construction des maisons

pour les plus vulnérables regroupés dans 4 villages ruraux intégrés) Ainsi, 41.507 ménages ont eu accès à l'eau potable, 108 sources d'eau, 4 réservoirs, 27 bornes fontaines ont été aménagés, 1,125 familles vulnérables ont eu accès à un habitat décent, 280 maisons sont toujours en cours de construction.

### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 caractères maximum)?*

La participation des différents groupes, hier antagonistes, dans la construction ou la réhabilitation des infrastructures communautaires a permis d'atteindre 3 objectifs : (i) Le renforcement de la cohésion sociale, (ii) l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et (iii) l'accès à un revenu par des emplois temporaires.

La création de 3,328 emplois temporaires non qualifiés pour le groupe cible (Rapatriés, Déplacés internes, et Ex-Combattants ainsi que les personnes vulnérables de la communauté d'accueils) et 513 emplois pour la main d'œuvre qualifiée pendant plus de 3 mois, autour des travaux de reconstruction communautaire a favorisé la création et le renforcement des liens sociaux. Le partage et la maintenance des sources d'eau potable ont renforcé la collaboration et la cohabitation pacifique entre les populations avoisinantes. L'accès à un logement décent contribue à la réussite de la réintégration socioéconomique durable. La construction et l'équipement des 3 centres pour jeunes a créé un espace d'échange et de dialogue pour les jeunes issus de différentes catégories politique et sociale. Outre que ces centres sont auto gérés par les jeunes, ces derniers bénéficient des formations et des activités de loisirs qui renforcent leur esprit de collaboration et d'entente mutuelle.

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 caractères maximum)?*

Au moment du démarrage de la mise en œuvre du programme, une sous-estimation des coûts pour la construction des Villages Ruraux Intégrés et la réhabilitation des infrastructures communautaires a été relevée. Il en est de même pour la faible capacité de mise en œuvre constatée auprès de certains partenaires locaux, qui n'ont pas honoré leurs engagements. Des mesures correctives ont été prises pour mitiger les risques notamment à travers la mobilisation des fonds complémentaires pour faire face à la sous-estimation des coûts. Un partenariat avec UNOPS a été conclu pour le suivi et l'assurance qualité dans la finalisation des infrastructures.

**Description du résultat 3:** . Les systèmes de production et l'entrepreneuriat local sont améliorés et diversifiés pour assurer la sécurité alimentaire des ménages, la réintégration socio-économique durable des populations affectées par la crise et contribuer ainsi à trouver une solution durable aux questions foncières.

Produit 3.1 : Les communautés ont les capacités techniques et financières pour monter des entreprises locales agricoles et non agricoles novatrices, génératrices d'emploi et de revenus ayant une valeur ajoutée pour la consolidation de la paix

Produit 3.2: Les systèmes de production agricoles et non agricoles sont diversifiés et renforcés en vue d'assurer la sécurité alimentaire des populations affectées par le conflit

Produit 3.3 : Les services et les infrastructures d'appui à la production et à la commercialisation sont mis en place/renforcés

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan et avec contribution importante à

|  |   |
|--|---|
| <p>Indicateur 1:<br/>Qualité de la formation et nombre de personnes formées aux métiers en centres de formations en entreprises.</p> <p>Indicateur 2:<br/>Nombre d'entreprises durables et productives ayant bénéficié d'un appui.</p> <p>Indicateur 3:<br/>Existence de structures d'encadrement et d'orientation socioéconomique des femmes.</p> | <p>Niveau de référence:<br/>- Manque d'opportunité de formation en métier.</p> <p>Cible: 2000 RDExC formés en métiers porteurs et en entrepreneuriat local.</p> <p>État d'avancement:- 1850 RDExC et 16 encadreurs de jeunes formés en entrepreneuriat à l'outil "Gérer Mieux mon Entreprise,<br/>- 483 RDExC formés en métiers.</p> <p>Niveau de référence:</p> <p>Cible: 150 entreprises durables et productives ayant bénéficié d'appui.</p> <p>État d'avancement: 138 organisations de producteurs ont constitué une épargne de d'USD 116,734.75 par plus de 3,293 RDExC dont 1,464 femmes bénéficiaires d'emplois temporaires regroupés. pour démarrer des activités génératrices de revenu de leurs choix, un appui financier additionnel d'USD 350,204.25 a été accordé avec la possibilité de collaborer avec les IMF et de devenir des PME/PMI.</p> <p>Niveau de référence: -Inexistence de structures d'encadrement et d'orientation pour la relance socioéconomique des femmes.</p> <p>Cible: Nombre de structures d'encadrement et d'orientation socio-économique des femmes existantes,<br/>-Nombre de RDExC et des Associations de femmes bénéficiaires des microcrédits.</p> <p>État d'avancement: Un fonds pour faciliter l'accès des femmes aux crédits a été mis en place en partenariat avec le Ministère en charge du Genre et la BRB. Il est constitué</p> |
|--|---|

|   |   |
|---|---|
| <p>Indicateur 4: Diversification et renforcement des systèmes de production agricoles et non agricoles pour la sécurité alimentaire des populations affectées par le conflit.</p> | <p>de 740.000 dollars américains dont 360.000 de fonds PBF et 380.000 provenant de la contribution d'ONU FEMMES ainsi que de 506.003.850Fbu provenant des crédits octroyés aux femmes dans le cadre de l'ancien projet Femme (PBF-BDI-3).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 6 institutions de microfinance chargées de l'octroi des crédits aux femmes et de l'encadrement des bénéficiaires ont été sélectionnées.</li> <li>- Un comité de pilotage du fond ainsi que des mécanismes de fonctionnement et de recyclage des crédits ont été mis en place.</li> <li>- Le nombre bénéficiaires pour le premier cycle de crédits est de 7228.</li> </ul> <p>Niveau de référence:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les RDExC vivent de manière individuelle sans emploi, sans revenu et se caractérisent par une méfiance mutuelle.</li> <li>- Faiblesse des infrastructures d'appui à la production agricole.</li> <li>- Inexistence de structures communautaires de gestion des infrastructures publiques pour la conservation et la commercialisation des produits agricoles.</li> <li>- La population cultive de manière traditionnelle et moins productive,</li> <li>- 200 ha de marais rizicole à réhabiliter.</li> <li>- Enexistence de Champ Ecole Paysans.</li> </ul> <p>Cible:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 20 micro entreprises identifiées dans les domaines porteurs pour la création d'emploi temporaires,</li> <li>- 142 associations pratiquent les nouvelles pratiques culturelles,</li> <li>- production alimentaire améliorée dans les communes d'intervention</li> <li>- nombre de hangars de stockage</li> <li>- 3 points de vente de produits horticoles aménagés,</li> <li>- nombre d'unité de transformation et conditionnement installés,</li> <li>- nombre et qualité des infrastructures réhabilités dans le marais de Nyamabere,</li> <li>- 20 étangs piscicoles non fonctionnels,</li> <li>- 482 ha de marais rizicole aménagés,</li> <li>- 18 facilitateurs à former et 18 Champs</li> </ul> |
|---|---|

|  |  |
|--|--|
|  | <p>Ecole Paysans à mettre en place</p> <p>Etat d'avancement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 centres de collecte et commercialisation de produits horticoles construits, 21 tonnes de DAP, 4.6 t d'Urée et 11t de KCl, 2406 outillages agricoles (arrosoirs, binettes, transplantoirs, pulvérisateurs, râteliers, pelles,</li> <li>- 3,000 kg de soja, 1500 kg d'arachide, 3,000 kg de riz, 150 kg de semences maraîchères, 40,000 plants fruitiers, 150 kg de tournesol, 3 centres de collecte et commercialisation de produits horticoles,</li> <li>- 26 étangs piscicoles intégrés (avec 60 porcins d'élevage, 600 canards, 42,000 alevins de tilapia et 21,000 alevins de clarias), 3 unités équipées de congélateurs pour le conditionnement, la conservation et la commercialisation du poisson, 3 nouvelles unités équipées de claies de séchage pour la transformation et la commercialisation du poisson, mise en place d'une unité de fabrication d'aliments pour poisson 22 unités de production champignons pleurotes,</li> <li>-3,600 caprins d'élevage dont 3,300 femelles de race locales et 300 boucs de race boer importés d'Uganda mis à la disposition de 1230 bénéficiaires directs; 250 ruches et accessoires, 10 paires de boeuf et accessoires pour traction,</li> <li>- 200 ha de marais rizicole réhabilités et 282 ha aménagés y compris 4 pistes d'accès d'une longueur de de 15.5 km,</li> <li>- 55 facilitateurs formés et 45 CEP mis en place dans les 3 provinces d'intervention du PBF II.</li> </ul> |
|--|--|

### État d'avancement des produits

*Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 caractères maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

Les bénéficiaires d'emplois temporaires regroupés en 138 organisations de producteurs ont constitué une épargne de 121,658 US\$. Afin d'améliorer la sécurité alimentaires, des semences sélectionnées ont été multipliées sur 44.4 ha d'arachides, 50 ha de soja et 4, 280 ha de riz, 20 étangs piscicoles réhabilités et 6 nouveaux étangs aménagés. En appui au repeuplement du cheptel caprin, 3,300 chèvres de race locale ont été distribuées ainsi que 300 boucs de race boers pour des croisements améliorés. Formation de 16 encadreurs et

partenaires de mise en œuvre à l'outil « Gérer mieux mon entreprise », et formation de 1,850 RDExCs dont 992 femmes en entrepreneuriat local ainsi que 483 bénéficiaires dont 239 femmes en métier professionnels. Pour faciliter l'accès des femmes aux crédits, un fonds de crédit de US\$ 740,000 dont 380.000 provenant de la contribution d'ONUFEMMES et 506.003.850 Fbu provenant du projet PBF-BDI-3. Le nombre de bénéficiaires pour le premier cycle de crédits est de 7,228.

### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 caractères maximum)?*

Parmi les 4,528 RDExC bénéficiaires d'emplois temporaires 3,293 RDExC se sont regroupés au sein 138 organisations de producteurs et ont constitué plus de 187, 231,600 FBU (121,658 US\$) avant de bénéficier progressivement un appui financier complémentaire s'élevant à 561, 694,800 BIF (USD 350,204.25) pour développer des AGR.

Dans le but de revitaliser le secteur productif et l'économie locale, plus de 3,000 RDExC dont 1,464 femmes bénéficiaires des emplois temporaires se sont regroupées au sein 138 organisations de producteurs pour développer des micros projets générateurs de revenu. La contribution au développement de la filière pêche et l'aménagement du périmètre rizicole de Nyamabere ont permis la diversification et intensification des produits alimentaire sous une approche de rassemblement d'un grand nombre de personnes de tendance différentes dans des activités de rapprochement, de solidarité, de tolérance, de réconciliation et de cohabitation pacifique. Le renforcement des capacités en entrepreneuriat local et en métiers professionnel de 2333 RDExC dont 1231 femmes, regroupés en association, a contribué à la cohésion sociale.

L'approche associative inclusive et l'introduction de l'approche champs écoles paysans utilisées pour la mise en oeuvre des activités susindiquées ont permis de mettre ensemble des gens de divers horizons (rapatriés, démobilisés et anciens combattants et vulnérables de la communauté d'accueil) autour d'une activité de développement. Ceci a permis le renforcement des liens sociaux et partant, un renforcement de la paix et de cohésion sociale. Pour l'élevage, c'est l'approche ménage qui a été utilisée mais le bénéficiaire direct a l'obligation de donner les premières descendance à un autre membre de la communauté

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 caractères maximum)?*

Les semences de tournesol qui étaient prévues n'ont pas été distribuées suite à la non disponibilité au niveau de l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU), le seul pourvoyeur de semences de prébase.

### **Description du résultat 4:**

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** en decalage

|               |  |
|---------------|--|
| Indicateur 1: | Niveau de référence:<br>Cible:<br>État d'avancement: |
| Indicateur 2: | Niveau de référence:<br>Cible:<br>État d'avancement: |
| Indicateur 3: | Niveau de référence:<br>Cible:<br>État d'avancement: |

### État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 caractères maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

### État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 caractères maximum)?

### Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 caractères maximum)?

## 1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

|  |  |
|--|--|
| <u>Données factuelles</u> : Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu?<br>(1 000 caractères maximum) | Toutes les données fournies sur les trois résultats sont vérifiables et consignées dans les différents rapports périodiques transmis à l'unité de gestion du PBF et validés par le Comité Technique de Suivi et approuvé par le Comité de Pilotage Conjoint. Les bénéficiaires peuvent être rencontrés sur terrain ainsi que les résultats physiques réalisées en matière d'infrastructures et d'activités génératrices de revenu. |
| <u>Financement des déficits budgétaires</u> : Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement.<br>(1 500 caractères maximum)                                 | L'appui PBF a été la première contribution pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réintégration. Les financements PBF-II ont contribué de manière significative à développer des initiatives de cohésion sociale à travers les activités de création de l'emploi temporaire, d'amélioration et diversification de la production agricole, de développement de l'entrepreneuriat local                                  |

|   |  |
|---|--|
|   | avec la participation des groupes vulnérables ainsi que la relance économique au sein des communautés dans les 3 provinces d'intervention, qui comptent un grand nombre d'Ex-combattants.  |
| <p><u>Effets catalytiques:</u> Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement.<br/>(1 500 caractères maximum)</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Replication des initiatives de cohésion sociales à travers les activités génératrices de revenu, l'appropriation de l'approche 3 x 6 par d'autres partenaires, la capitalisation par la communauté de l'expertise induite par le programme,</li> <li>- Mobilisation de 340.000 USD par le Gouvernement pour la construction de 90 maisons complémentaires,</li> <li>- A proximité du VRI Karurama (Cibitoke), 45 maisons construites par la Banque Mondiale pour les ex-combattants handicapés de guerre;</li> <li>-Mobilisation des fonds complémentaires par le PNUD pour améliorer la qualité des infrastructures et renforcer les capacités opérationnelles des structures de suivi dans le cadre du programme pour un montant de 680.676 US\$ ;</li> <li>-Création de 2,810 emplois temporaires dans le cadre du service de reconstruction communautaire dans les 3 provinces pour un montant de 705,432 \$ sur financement du Japon;</li> <li>-Renforcement des capacités pour l'appui à la transformation agro alimentaire pour 2,203 personnes regroupées au sein des associations/coopératives pour un montant de 414 826 \$ sur financement du Japon ;</li> <li>-Mobilisation de ressources complémentaires auprès de l'Union Européenne (1.200.000 Euros), du Japon (1.491.000 US\$), des Pays Bas (1.200.000Us\$), et du PNUD (500.000 US\$) en appui à la réintégration des rapatriés de Mtabila;</li> <li>-Renforcement du fonds de micro de microcrédits par ONUFEMMES pour 380.000US\$ ainsi qu'un apport de 357.013US\$ pour élargir le groupe de bénéficiaires en planification basée sur le genre</li> </ul> |
| <p><u>Gestion de risques/innovation:</u> Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu?<br/>(1 500 caractères maximum)</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Utilisation de la brique stabilisée pour des maisons décentes contrairement aux maisons de fortune habituellement. attribuées aux vulnérables. L'utilisation de cette brique diminue l'usage du bois de chauffage tout en économisant le ciment ;</li> <li>- L'approche 3 x 6 pour la réintégration durable des vulnérables ;</li> <li>- Attribution transparente de maisons par tirage au sort public organisé sur base d'une liste préalablement élaborée avec la participation des bénéficiaires.</li> <li>- Production et multiplication des alevins (pisciculture) par les communautés pour plus d'autonomie et moins de rupture de stock.</li> </ul>  |
| <p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes:</u> La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable à la fin du projet? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement.</p> | <p>Le genre a été pris en compte d'une manière transversale au niveau des produits et des indicateurs de suivi. Toutes les composantes et toutes les activités ont tenu compte du genre aussi bien dans le ciblage des bénéficiaires. D'autre part, 2 activités ont été spécifiquement dédiées : la formation en planification et budgétisation sensible au genre et l'accès de la femme aux microcrédits.</p>   |

(1 500 caractères maximum)

## **PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI**

### **2.1 Enseignements tirés**

*Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.*

|   |  |
|---|--|
| Enseignement 1 (1 000 caractères maximum) | Les réalisations ne sont pas toujours appréciées à la lumière des résultats de consolidation de la paix qui ne sont pas toujours mesurables en termes de changement de comportement. La réhabilitation ou l'aménagement des infrastructures d'intérêt communautaire par exemple n'est qu'une porte d'entrées pour le rapprochement des personnes, la tolérance, l'entraide et l'acceptation mutuelle.  |
| Enseignement 2 (1 000 caractères maximum) | La responsabilisation des communautés dans le processus d'identification des bénéficiaires les plus vulnérables est un moyen de prévention des conflits et la reconnaissance de la vulnérabilité de l'autre.   |
| Enseignement 3 (1 000 caractères maximum) | La mise en œuvre conjointe à plusieurs niveaux (Gouvernement - Nations Unies, partenariat inter-Agences UN, Agences UN - ONGs Partenaires de mise en œuvre) a permis de développer des partenariats efficaces et complémentaires au profit des bénéficiaires.  |
| Enseignement 4 (1 000 caractères maximum) | Le développement de l'entrepreneuriat local à travers la création des organisations de producteurs est un processus qui s'enracine progressivement dans les communautés avec effet d'entraînement.   |
| Enseignement 5 (1 000 caractères maximum) | Les capacités des partenaires de mise en œuvre ont été évaluées avant l'attribution des marchés, mais en cours de mise en œuvre, il a été constaté que certains partenaires étaient de mauvaise foi. En effet, pour un même partenaire, une partie du contrat a été bien exécutée (Les Centres pour jeunes, les 50 maisons de Isare). La grande leçon apprise est que pour les grands contrats, il faudrait exiger une caution bancaire pour la garantie de bonne fin des travaux. |

### **2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)**

*Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 caractères maximum).*

L'approche programme appliqué autour des 3 effets du PBF2-réintégration, a non seulement permis aux six agences des Nations Unies récipiendaires de planifier et de mettre ensemble les activités de réinsertion économique des REDExC ; mais

également à permis la promotion du partenariat et collaboration dans la mise en œuvre des projets, qui a non seulement contribué à la réinsertion économique des REDExC, mais également à une cohabitation pacifique et une cohésion sociale des différentes de la population Burundaise .

## **PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION**

### **3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires**

*Veillez indiquer si les dépenses liées au projet ont été en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: conforme au plan*

Si les dépenses ont été en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 caractères maximum).

### **3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre**

*Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veuillez également mentionner les changements apportés au projet (quel type et quand) (2 000 caractères maximum):*

La mise en œuvre du programme s'est fait sous la tutelle du Ministère ayant la réintégration dans ses attributions. Un Directeur National copréside le Comité Technique de suivi et veille à ce que les intrants de la partie nationale soient mobilisés à temps et que la partie nationale a mis en place les conditions nécessaires pour la mise en œuvre du programme. Une Unité de gestion et de coordination assure le suivi quotidien de la mise en œuvre. Chacune des 6 Agences de mise en œuvre (PNUD, HCR, BIT, ONUFEMMES, UNFPA, FAO) a mis à la disposition du programme 1 ou 2 Experts sectoriels. L'approche programme adoptée à travers un processus inclusif et participatif à tous les niveaux a prévalu tout au long du programme. La planification opérationnelle intégrée a permis d'avoir une vision commune et de créer des synergies.

Les fonds ont été gérés directement par chacune de six Agences qui sont responsables pour toute transaction financière, d'achats et d'approvisionnement effectué sur la base du plan de travail. Un Comité de Pilotage Conjoint donne des orientations stratégiques et approuvent les rapports mandataires soumis par le Comité technique de suivi qui assure le suivi opérationnel.

A la clôture du programme au 31 mars 2014, certaines activités résiduelles restent inachevées et seront poursuivies par le PNUD. Il s'agit notamment de 355 maisons pour vulnérables à finaliser, finalisation de 3 marchés, suivi de fonctionnement de 2 unités de transformations agro-alimentaires. L'ONUFEMMES assurera le suivi du volet micro crédits en faveur des femmes.